



Nouvelle-Aquitaine : 23 ans de dynamique économique

Des modifications de l'appareil productif à la qualification des emplois

L'emploi et le PIB progressent légèrement plus vite en Nouvelle-Aquitaine qu'en France de province depuis 1990. Grâce au dynamisme du secteur tertiaire, la région gagne 15 000 emplois par an de 1990 à 2013. Le rythme de croissance est toutefois moins fort que dans les régions littorales du sud ou de l'ouest. L'industrie résiste mieux qu'en France de province, tandis que l'agriculture perd des emplois non salariés. Le profil sectoriel de la région se rapproche de celui de la France de province, même si des spécificités perdurent : agriculture, travail du bois, industrie du papier-carton, assurances, activité des ménages employeurs. L'évolution de l'économie se traduit par une montée en qualification des emplois, avec notamment plus de cadres, même si cette catégorie reste sous-représentée dans la région. Les emplois moins qualifiés se développent aussi. L'évolution des métiers reflète la transformation de l'économie : progression des « prestations intellectuelles », des « services de proximité » et de la « santé et action sociale », baisse de la « fabrication ».

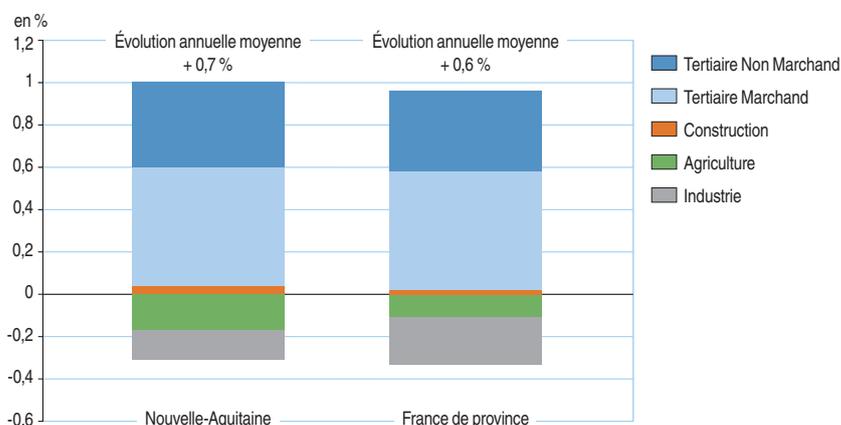
Adeline Béoutis, Insee

Un tissu productif porteur d'emplois

En Nouvelle-Aquitaine, la dynamique d'emploi est supérieure à celle de France de province (*définitions*) entre 1990 et 2013 : + 0,7 % par an contre + 0,6 % (*figure 1*), soit un gain annuel régional de 15 000 emplois. La région occupe une position médiane en France de province, avec Auvergne-Rhône-Alpes. Les gains d'emploi dépassent + 0,9 % annuels dans cinq régions (Bretagne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Pays de la Loire et Occitanie). Ces régions bénéficient d'un secteur tertiaire marchand particulièrement dynamique. Le rythme annuel est inférieur à + 0,5 % dans les régions du nord de la France. La Nouvelle-Aquitaine gagne une place au classement des régions employeuses par rapport à 1990. Au second rang derrière Auvergne-Rhône-

1 Une perte d'emplois moins marquée dans l'industrie

Contribution des 5 grands secteurs à la variation d'emploi total entre 1990 et 2013 en Nouvelle-Aquitaine et France de province



Lecture : en Nouvelle-Aquitaine, l'emploi a progressé de + 0,7 % par an entre 1990 et 2013 en moyenne annuelle. La contribution du tertiaire marchand à cette croissance est de + 0,6 % tandis que celle de l'agriculture est de - 0,2 %. Champ : emploi total

Source : Insee, Estimations d'emplois au 31 décembre 1990 et 2013

Alpes, elle concentre 11,2 % de l'emploi de France de province fin 2013. Quatre régions la talonnent en termes de poids dans l'emploi national : Occitanie, Hauts-de-France, Grand Est et PACA.

La dynamique régionale s'accompagne d'une augmentation de la richesse dégagée. Entre 1990 et 2013, la croissance du produit intérieur brut (*définitions*) de Nouvelle-Aquitaine est supérieure à celle de France de province (+ 1,5 % en moyenne annuelle contre + 1,4 %), en position médiane dans le classement régional, très proche d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Comme pour l'emploi, deux groupes de régions se distinguent ; celles dont la croissance du PIB dépasse 1,6 % par an (Corse, Pays de la Loire, Occitanie, PACA et Bretagne) et celles du nord à moins de 1 % par an. Concentrant 11 % de la richesse nationale, la Nouvelle-Aquitaine occupe fin 2013 la seconde place derrière Auvergne-Rhône-Alpes, gagnant ainsi deux places au classement des régions de France de province en 23 ans.

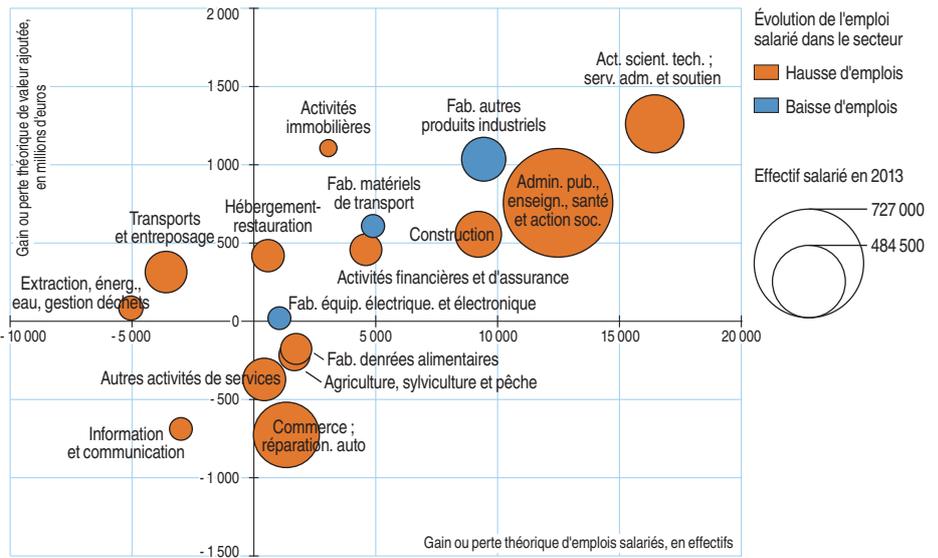
Les services aux entreprises et le tertiaire non marchand portent la dynamique

Le secteur tertiaire marchand s'est développé rapidement dans la région comme en France de province. Il concentre 43 % des emplois fin 2013 (36 % en 1990). Tous les sous-secteurs contribuent à cette progression d'emplois, même les « activités immobilières », pourtant en difficulté dans certaines régions (Grand Est, Occitanie). Secteur le plus performant de la région, les « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien », représentent désormais 10 % de l'emploi salarié et sont particulièrement dynamiques sur la période avec une variation annuelle d'emplois de + 3,2 % contre + 2,8 % en France de province (*figure 2*). Au sein de ce secteur, les « activités de services administratifs et de soutien » augmentent le plus (+ 4,2 % par an), notamment les activités administratives, le nettoyage et la sécurité, et se démarquent nettement de la France de province. Parmi les autres activités plutôt orientées vers les entreprises, les emplois dans les « activités informatiques et services d'information » augmentent plus fortement en Nouvelle-Aquitaine : + 5,9 % par an contre + 5,0 % en France de province. Moteur de l'économie régionale, le tertiaire marchand est toutefois plus dynamique dans les régions littorales du sud et de l'ouest où l'emploi des services aux entreprises et du commerce progresse plus vite.

En matière de création de richesse, le secteur tertiaire marchand porte la moitié de la valeur ajoutée (*définitions*), comme en moyenne des régions de France de province, grâce surtout aux « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien » et aux « activités immobilières ». La croissance de la

2 Les services aux entreprises, secteur performant en termes de création d'emploi et de valeur ajoutée

Performance économique en Nouvelle-Aquitaine entre 1990 et 2013, comparativement à la France de province



Lecture : l'emploi salarié progresse entre 1990 et 2013 (couleur orange) dans les « activités spécialisées scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien », pour atteindre près de 200 000 emplois au 31 décembre 2013. Dans ce secteur, la croissance de l'emploi salarié et celle de la valeur ajoutée en Nouvelle-Aquitaine, supérieures à la France de province, ont permis des gains supplémentaires d'emplois salariés et de valeur ajoutée (« gains théoriques »), par rapport à ce qui se serait produit si ces deux indicateurs avaient progressé comme au niveau de la France de province.

Champ : emploi salarié

Source : Insee, Estimations d'emplois au 31 décembre 1990 et 2013

valeur ajoutée est supérieure à celle de France de province (+ 1,8 % annuels contre + 1,7 %), en particulier pour les secteurs des « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien » et de l'« hébergement et restauration ».

L'emploi salarié dans le secteur tertiaire non marchand est légèrement surreprésenté en Nouvelle-Aquitaine et progresse plus vite qu'en France de province sur la période (+ 1,3 % par an contre + 1,2 %). En particulier, le secteur de l'« hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » fait gagner proportionnellement plus d'emplois salariés en Nouvelle-Aquitaine, en conjuguant une progression plus soutenue et un poids plus important qu'ailleurs. Les emplois de l'« administration publique » augmentent aussi plus rapidement qu'en France de province.

Entre 1990 et 2013, la « construction » crée de nombreux emplois dans la région, proportionnellement deux fois plus qu'en moyenne de France de province. Le secteur est en effet particulièrement dynamique à la fin des années 1990 en Nouvelle-Aquitaine.

Emploi industriel : une baisse de moindre ampleur en Nouvelle-Aquitaine

Malgré la fermeture de nombreux sites industriels, la perte d'emplois est moins marquée qu'en France de province. En vingt-trois ans, un emploi industriel sur cinq a disparu en Nouvelle-Aquitaine, soit une baisse annuelle de - 0,9 %, plus contenue que celle observée

en France de province (- 1,3 % entre 1990 et 2013). La plupart des activités sont touchées, comme en France de province, mais dans une moindre mesure. Le secteur « fabrication de matériels de transport » est l'exemple le plus marquant ; la baisse d'emplois salariés, de - 0,9 % par an en France de province, est de seulement - 0,1 % en Nouvelle-Aquitaine. Ce secteur, très touché par la crise économique de 2008, est moins impacté dans la région, notamment grâce au dynamisme de la construction aéronautique et spatiale. Seules les « industries extractives » ont un repli d'activité sensiblement plus élevé qu'en France de province entre 1990 et 2013.

En matière de création de richesse, la croissance régionale de la valeur ajoutée dépasse celle de France de province dans tous les secteurs industriels, tout particulièrement dans la « fabrication de matériels de transport », mais à l'exception des industries agroalimentaires. Dans ce dernier secteur, l'emploi progresse cependant plus vite qu'en France de province.

L'emploi agricole pénalise la dynamique d'emploi régionale. En effet, l'agriculture perd 91 000 non-salariés entre 1990 et 2013 (- 3,7 % par an et - 3,4 % en France de province), la modernisation et la concentration des exploitations faisant augmenter leur taille et diminuer le nombre d'exploitants. Ainsi, dans le même temps, les emplois salariés progressent (+ 6 000) à un rythme un peu plus soutenu qu'en France de province : respectivement + 0,5 % et + 0,4 % par an entre 1990 et 2013.

Un portefeuille d'activités proche de la moyenne des régions

Ces dynamiques d'emploi contrastées modifient le paysage sectoriel de la région. La Nouvelle-Aquitaine conserve un profil agricole marqué, une économie industrielle présente et un secteur tertiaire orienté à la fois vers les services aux entreprises et aux habitants. Néanmoins, entre 1990 et 2013, le secteur agricole recule de moitié, passant de 10 % à 5 % de l'emploi. Dans le même temps, les emplois tertiaires pèsent davantage (de 65 % à 76 %), notamment dans le secteur marchand. En regard, le poids de l'industrie diminue, passant de 18 % à 12 % de l'emploi total. La concurrence internationale et le mouvement d'externalisation conduisent à une hausse d'effectifs dans certaines activités spécialisées (gardiennage, nettoyage, restauration...) ; en Nouvelle-Aquitaine, la part des « activités de services administratifs et de soutien » dans l'emploi salarié total passe de 3 % à 6 % sur la période. Ces transformations de la structure économique rapprochent la région du profil moyen de France de province, et plus particulièrement des structures sectorielles des régions Bretagne, Grand Est et Occitanie.

En Nouvelle-Aquitaine, la plupart des spécificités sectorielles se sont ainsi atténuées depuis 1990. Si elle reste la première région agricole, cette spécificité est moins marquée qu'en 1990. L'industrie régionale se singularise par une surreprésentation de la fabrication de matériels aéronautique et ferroviaire, et du « travail du bois, industries du papier et imprimerie » ; la spécificité de ce dernier secteur est plus marquée qu'en 1990. Les activités tertiaires restent quant à elles plutôt orientées vers l'activité des ménages employeurs, les « assurances » et le secteur « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » ; la spécialisation de la région représente un surplus de plus de 5 000 emplois dans chacun de ces sous-secteurs. La spécificité s'accroît uniquement pour le secteur des « assurances », du fait d'une croissance d'emploi supérieure à la France de province. Sur la période, la Nouvelle-Aquitaine perd certaines des spécificités qui la caractérisaient en 1990, la part de ces secteurs devenant légèrement inférieure à celle de la France de province. C'est le cas de la « recherche-développement scientifique », où l'emploi salarié a progressé de + 1,2 % par an en Nouvelle-Aquitaine, contre + 1,6 % en France de province. Dans les activités de « transports et entreposage », le poids du secteur devient inférieur à celui de France de province en 2013. Enfin, le secteur des « télécommunications » n'est plus une spécificité régionale, en raison d'une importante perte d'emplois salariés sur la période

(- 1,5 % par an contre - 1,1 % en France de province). Plus globalement, dans le domaine de l'« information et communication », la Nouvelle-Aquitaine confirme un positionnement en retrait malgré une dynamique notable dans les « activités informatiques et services d'information ».

La Nouvelle-Aquitaine reste parmi les économies régionales diversifiées, comparativement à certaines régions à spécificités fortes : la région PACA, par exemple, présente de fortes spécificités dans les services aux entreprises, l'« hébergement et restauration » et les « activités immobilières ».

Une montée en qualification des emplois mais une sous-représentation persistante des cadres

La tertiarisation de l'économie et les évolutions technologiques industrielles nécessitent de nouvelles compétences et des niveaux de qualification plus élevés. Entre 1990 et 2013 en Nouvelle-Aquitaine, les emplois de cadres

progressent annuellement de 2,6 %, soit trois fois plus vite que l'emploi total. Cette augmentation est cependant inférieure à celles de Pays de la Loire, Bretagne et Occitanie (entre 3,0 % et 3,2 %). Sur la période récente (2008-2013), l'augmentation des emplois de cadres se poursuit à un rythme de + 1,9 % par an en Nouvelle-Aquitaine (5^e rang des régions de France de province derrière Pays de la Loire, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Corse). Le gain de cadres se fait pour moitié dans les fonctions (*définitions*) intellectuelles supérieures (« gestion », « conception-recherche », « prestations intellectuelles »), métiers caractérisés par un fort taux d'encadrement : 65 % de cadres dans la « conception-recherche » et 44 % pour les « prestations intellectuelles » (*figure 4*). La progression des cadres est aussi portée par les gains d'emplois dans l'« administration publique ». Enfin, le vieillissement de la population s'accompagne de la progression des professions de santé, caractérisées par une forte proportion de cadres.

Les nouveaux établissements, moteurs de la dynamique d'emploi

De 2004 à 2012 en Nouvelle-Aquitaine, les établissements nouvellement créés portent la dynamique d'emploi, à l'exception de trois secteurs d'activités : « activités financières et d'assurance », « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » et « activités immobilières » (*figure 3*).

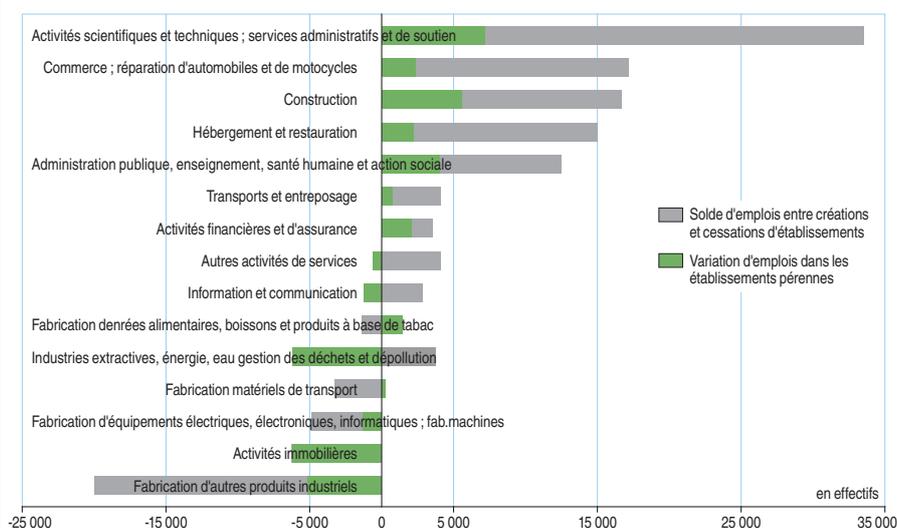
Le secteur « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien » a gagné 33 000 emplois en Nouvelle-Aquitaine entre 2004 et 2012. Sur cette période, 46 000 emplois ont disparu suite à la cessation d'activité d'établissements, compensés par les 72 000 emplois générés par les établissements nouvellement créés. Parallèlement, les établissements présents en 2004 et 2012, dits « établissements pérennes », ont généré 7 000 emplois supplémentaires du fait de leur développement interne.

Tous les secteurs d'activités de l'industrie présentent un solde d'emplois négatif ou nul et tous les secteurs du tertiaire, à l'exception du secteur de l'immobilier, présentent un solde d'emplois positif, porté à la fois par les nouveaux établissements et les établissements pérennes.

Les établissements nouvellement créés en Nouvelle-Aquitaine ont la même dynamique de création d'emplois qu'en France de province. En revanche, l'emploi progresse dans les établissements pérennes de Nouvelle-Aquitaine, tandis qu'il baisse en France de province.

3 Les créations d'établissements portent l'évolution de l'emploi dans la plupart des secteurs d'activités

Variation de l'emploi salarié par secteur d'activité entre 2004 et 2012 en Nouvelle-Aquitaine

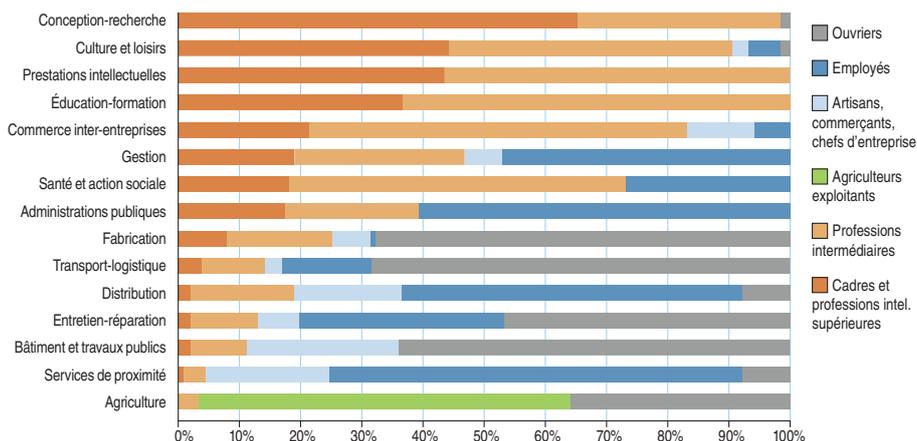


Champ : emploi salarié dans les établissements pérennes ou par solde d'emploi entre les créations et cessations d'établissements

Source : Insee, REE et Clap, 2004 et 2012

4 La part de cadres est la plus forte dans la « conception-recherche »

Composition sociale par fonction économique en 2013 en Nouvelle-Aquitaine



Lecture : en 2013, dans la fonction « conception-recherche », 65 % des emplois sont occupés par des cadres, 33 % par des professions intermédiaires, 2 % par des ouvriers.

Champ : emploi total

Source : Insee, Recensement de la population de 2013, exploitation complémentaire, lieu de travail

Malgré cette forte montée en qualification en Nouvelle-Aquitaine, l'écart reste inchangé avec la France de province : en 2013, les cadres représentent 12,9 % des emplois dans la région, contre 14,0 % en France de province. Les emplois dans les fonctions d'« administration publique », de « culture-loisirs » et de « commerce inter-entreprises », sont moins souvent exercés par des cadres en Nouvelle-Aquitaine, comparativement à la France de province. Dans la région, les trois fonctions intellectuelles supérieures sont à la fois sous-représentées et moins occupées par des cadres. Sept emplois de « conception-recherche » sur dix sont concentrés dans les secteurs de l'« industrie manufacturière », « information et communication » et « activités spécialisées, scientifiques et techniques ». Les deux premiers secteurs intègrent proportionnellement moins d'emplois de « conception-recherche » qu'en France de province. De plus, depuis 1990, le taux d'encadrement dans la « conception-recherche » est inférieur à celui de la France de province (respectivement 65 % et 67 %).

Tandis que les parts des emplois de cadres, professions intermédiaires et employés augmentent fortement, celles d'agriculteurs, artisans-commerçants et ouvriers sont en baisse entre 1990 et 2013, tant en Nouvelle-Aquitaine qu'en France de pro-

vince. La part des ouvriers diminue cependant moins dans la région.

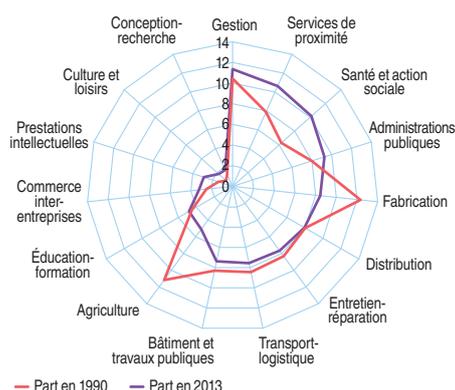
En parallèle de cette montée en qualification, l'emploi progresse fortement dans certains métiers moins qualifiés des services du fait de l'accroissement de la demande d'aide à domicile, d'aide ménagère, de garde d'enfants et des besoins de soins de santé. Ainsi les fonctions de « services de proximité » et de « santé et action sociale », progressent fortement entre 1990 et 2013. La variation d'emplois est respectivement de + 2,2 % par an et de + 2,9 % dans la « santé et action sociale ». Ces deux fonctions concentrent respectivement 25 % et 9 % des postes d'employés. De même, la part des employés progresse fortement dans la « distribution », pour atteindre 56 % des emplois salariés.

Une transformation fonctionnelle des emplois

Depuis 1990, les modifications de l'appareil productif se traduisent par une mutation des emplois au profit de certaines fonctions. Même s'il reste inférieur à la moyenne de France de province, le poids des « prestations intellectuelles » et de la « conception-recherche » s'est renforcé significativement. Certaines fonctions d'intermédiation sont également plus présentes, comme le « commerce inter-

5 Fort recul des métiers liés à la « fabrication »

Part des fonctions économiques en 1990 et 2013 en Nouvelle-Aquitaine, en %



Champ : emploi total

Source : Insee, Recensement de la population en 1990 et 2013, exploitation complémentaire, lieu de travail

entreprises » (figure 5). En parallèle, les métiers de « fabrication » sont beaucoup moins représentés, leur part baissant de 12,4 % à 8,4 % entre 1990 et 2013. Autre changement, les métiers liés aux besoins de la population sont plus présents : le poids des fonctions « culture-loisirs » et « santé et action sociale » a doublé par rapport à 1990, celui des métiers liés aux « services de proximité » progresse également de façon significative. Ces transformations de la composition fonctionnelle des emplois sont semblables en France de province. ■

Définitions

La France de province recouvre l'ensemble des régions métropolitaines moins la région Île-de-France.

Le Produit intérieur brut (PIB) est l'agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, c'est à dire la somme de leurs valeurs ajoutées.

La valeur ajoutée correspond au solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Les fonctions remplies par les actifs résultent de la profession qu'ils occupent. Les professions sont réparties en quinze fonctions. Elles sont transversales par rapport aux secteurs d'activité, au statut (indépendant ou salarié, public ou privé) et peuvent associer plusieurs niveaux de qualification (un ingénieur de fabrication et un ouvrier, par exemple).

Insee Nouvelle-Aquitaine
5, rue Sainte-Catherine
BP 557 - 86020 Poitiers Cedex

Directrice de la publication :
Fabienne Le Hellaye
Rédacteur en chef :
Jean Sebban
Mise en page :
Megatop - Naintré

ISSN 2492-6876
© Insee 2017

Pour en savoir plus

- Galinier C., « En Nouvelle-Aquitaine, les écarts en matière d'emploi se creusent depuis la crise », *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine* n° 37, décembre 2016
- Lacroix S., « Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions », *Insee Première* n° 1295, mai 2010
- Chardon O., « Les transformations de l'emploi non qualifié depuis 20 ans », *Insee Première* n° 796, juillet 2001
- Duplessy A.-L., Raffin C., « Plus du quart des emplois se renouvellent chaque année en Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes », *Insee Analyses Poitou-Charentes* n° 15, mai 2015

